

XVIIe congrès mondial de la "Quatrième Internationale" (ex-"Secrétariat Unifié") : maintien de la ligne sans avenir des "partis larges", sectarisme de la minorité de gauche

Le XVII^e congrès mondial de la Quatrième Internationale (ex-« Secrétariat Unifié ») a eu lieu en mars. Huit ans après le XVI^e congrès en 2010, il y avait ample matière à discussion sur l'actualité, notamment sur les conséquences de la crise économique mondiale sur la crise du mouvement ouvrier et notamment le « néo-réformisme », sur la crise écologique qui ne cesse de s'aggraver, mais aussi sur les résistances qui persistent, sous des formes variables, partout dans le monde.

Quelques militant-e-s de la Tendance CLAIRE ont participé au débat en tant que membres de la section française et de section allemande. La section française regroupe environ 300 membres, la plupart étant au NPA (environ 15-20% des membres du parti) et quelques dizaines de membres d'Ensemble (venant de l'ex-courant Gauche anticapitaliste » qui a scissionné du NPA en 2011).



La QI(SU) reste la plus grande organisation se réclamant de la Quatrième Internationale. Elle revendique sa présence dans 45 pays à travers 60 organisations. Mais la réalité est en fait très diverse : il y a souvent plus d'une organisation dans un même pays en raison des divergences politiques, et le statut des organisations est variable. Plus précisément, le congrès a réuni 115 délégué-e-s représentant 37 « sections de plein droit » dans 29 pays. Il y avait en outre les représentant-e-s de 9 « organisations sympathisantes » et de 14 organisations dotées du statut d'« observateurs permanents ». À cette diversité organisationnelle s'ajoute celle des évolutions depuis le précédent congrès : d'un côté, de forts progrès en Asie, où se trouve désormais près de la moitié de l'internationale (notamment au Pakistan et aux Philippines...), et quelques réunifications en une seule section (comme en Allemagne) ; de l'autre, d'importantes crises et régressions, comme en France où, alors que la LCR était autrefois l'une des principales sections, le lancement du NPA, la scission de la GA (passée au Front de gauche et à Ensemble, voire pour une partie à la FI aujourd'hui), mais aussi l'incroyable incapacité politique de la direction, ont réduit à 300 le nombre de membres. Enfin, dans certains pays, comme dans l'État espagnol, il y a eu à la fois crise de la section (avec l'expulsion de fait de la minorité, regroupée aujourd'hui dans l'organisation IZAR) et progrès du nombre d'adhérents (Anticapitalistas, qui forme un courant dans Podemos).

Sur le plan de l'orientation politique, le congrès a réaffirmé la ligne majoritaire. La majorité du « Comité international » élu par le précédent congrès présentait deux

résolutions d'analyse de la situation, une résolution stratégique et une résolution thématique sur l'écologie. Étaient également soumises au vote deux résolutions stratégiques alternatives à celle de la majorité. En d'autres termes, le combat politique au sein de l'Internationale se focalisait sur la stratégie à adopter dans la période.

Depuis les années 1980, la stratégie politique de la QI(SU) se caractérise principalement par l'entrée en rangs dispersés dans des « partis larges », non délimités par rapport au réformisme. Les nombreuses expériences faites en ce sens se sont systématiquement soldées par des reculs importants et par une adaptation calamiteuse au réformisme, comme au Brésil, en Italie ou au Portugal (voir à ce sujet notre texte <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1265>). Et, dans l'État espagnol, cette orientation aboutit aujourd'hui à une politique totalement opportuniste à l'égard de Podemos. Et il est à la fois significatif et déplorable que le congrès ait refusé que soit même discutée la proposition d'attribuer le statut d'observateur à l'organisation IZAR, exclue d'Anticapitalistas pour avoir refusé l'opportunisme à l'égard de Podemos.

Quant à la position intermédiaire dans le débat stratégique (« Nouvelle période et tâches des révolutionnaires », portée en France par le principal dirigeant du courant Démocratie révolutionnaire du NPA, elle mériterait à peine d'être mentionnée si ne confirmait l'opportunisme de ce courant qui, dès que l'occasion s'en présente, fait le jeu de la majorité en introduisant la division dans le combat contre la stratégie des partis larges ; elle n'a d'ailleurs reçu qu'une seule voix dans l'AG d'Île-de-France.

Pour notre part, nous avons salué la naissance d'une Plateforme d'opposition en amont du congrès, qui se prononçait clairement pour une réorientation de l'Internationale sur une ligne communiste révolutionnaire. Cette plateforme était portée par la section états-unienne (Socialist Action), la section grecque (OKDE, membre de la coalition anticapitaliste Antarsya) et par une petite minorité de la section française, le courant « Anticapitalisme et révolution » du NPA (plateforme V au dernier congrès du NPA). Elle a obtenu 6% des voix au congrès. Elle aurait eu un peu plus si la majorité n'avait pas cautionné l'exclusion d'IZAR, mais elle n'a pas su, par sectarisme, aller suffisamment au dialogue avec les autres délégué-e-s et d'abord avec les camarades du NPA en France : la plateforme n'a pas reçu plus de voix que celles des membres des groupes qui l'ont initiée.

Dans les sections française et allemande de la QI(SU), nous avons donc défendu des amendements à cette Plateforme d'opposition, visant notamment :

- à préciser l'analyse concrète des caractéristiques de la période (niveau de la lutte de classe, développement de la situation révolutionnaire en Nord-Syrie/Rojava...) ;
- à prolonger l'élaboration de l'Internationale sur des thèmes comme les critères et méthodes de l'entrisme, l'articulation entre lutte de classe et mouvements sociaux, les réponses à la crise écologique...
- à défendre des positions que nous jugeons cruciales dans la période : politique par rapport aux bureaucraties syndicales, rupture anticapitaliste avec l'Union

européenne, recomposition des courants internationaux se réclamant du communisme révolutionnaire, etc.

Nous publions **ICI** le texte de cette Plateforme avec nos amendements apparents en GRAS.

Malheureusement, les dirigeant-e-s d'A&R ont fait preuve d'un sectarisme hallucinant à notre égard, refusant toute discussion. Ils/elles ont d'abord refusé notre participation, en novembre 2017, à la conférence internationale qui a discuté et validé la plateforme (nous publions la lettre que nous leur avons adressée à cette occasion en annexe des amendements proposés au texte présenté par les groupes de gauche de la QI). Leur prétendue volonté d'ouvrir d'une discussion est ensuite restée lettre morte. Enfin, ils/elles ont contribué au refus que deux dirigeant-e-s de notre tendance, membres du CPN du NPA, adhèrent à la QI elle-même, alors que leur adhésion avait été envoyée dans les délais fixés par la direction de la SFQI. Nous craignons certes que, malgré leur propre appel à rejoindre la QI avant le 31 décembre 2017, diffusé largement parmi les membres du NPA, une partie de la majorité de la SFQI (aussi opportuniste dans sa politique extérieure que sectaire en interne) ne s'oppose à l'adhésion de nos... deux camarades. Et évidemment nous nous attendions à ce que les membres d'Ensemble, voire de la France insoumise, qui sont encore à la SFQI, s'indignent de voir des marxistes révolutionnaires la rejoindre la SFQI... Mais nous avons été stupéfait-e-s que, lors de l'AG d'Île-de-France qui a voté le refus d'adhésion de nos camarades, ce soient deux dirigeants d'A&R qui endossent le rôle de principaux procureurs, n'hésitant pas à user de mensonges et de calomnies. Ils ont ainsi révélé leurs vrais visages méthodologiques : tant qu'ils peuvent figurer comme l'opposition à sa Majesté, ils n'ont pas de problème à être dans la SFQI avec leurs « frères » quasi-réformistes de l'ex-LCR passés à Ensemble, voire à la FI ; mais hors de question pour eux de voir arriver... deux dirigeants d'un petit courant révolutionnaire du NPA qui pourrait leur être « concurrent ». Ils étaient même pour empêcher la réadhésion d'un troisième camarade, membre de la LCR depuis... 1979 - mais heureusement, la majorité de la SFQI s'est montrée sur ce point plus raisonnable que son flanc gauche A&R.

Là où nous avons des camarades qui ont pu participer aux débats, nous avons soumis nos amendements au vote, constituant de fait une nouvelle plateforme. En Île-d-France, cela nous a même permis d'avoir un délégué au congrès national...

Malgré l'opportunisme de la majorité, le quasi-réformisme de la minorité de droite (Ensemble), le sectarisme de la minorité de gauche (A&R), nos camarades membres de la QI(SU) continueront à défendre nos idées dans cette organisation comme nous le faisons en tant que Tendance CLAIRE dans le NPA. Même si nos forces sont trop limitées pour que nous puissions consacrer une grande énergie à la construction internationale, nous continuerons à élaborer à ce sujet comme à discuter de la façon la plus ouverte et fraternelle possible avec les camarades non sectaires de la QI(SU) comme avec différents courants qui se réclament de la Quatrième Internationale : pour de vrais débats internationaux entre ces courants, pour le communisme

révolutionnaire, contre le poison de l'auto-proclamation et du sectarisme !

Les militant-e-s TC membres de la QI

Tendance CLAIRE, le 1 juin 2018